

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Perte-de-legitimite-de-la-gauche-au-Chili>

Perte de légitimité de la gauche au Chili

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : lundi 1er décembre 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Après 18 ans de gouvernement de centre-gauche, le processus politique chilien cache mal l'immobilisme. Le Chili est encore marqué par l'héritage de Pinochet et par de profondes divisions sociales dans un système politique verrouillé à double tour et un modèle économique néolibéral dont la légitimité est de plus en plus contestée.

[Alternatives](#), le jeudi 27 novembre 2008.

L'effritement de la participation électorale et de la popularité de la coalition Concertation de partis pour la démocratie (CPD) affecte la classe politique toute entière.

La Concertation est la coalition qui a eu le plus long règne continu de l'histoire du Chili. Fruit de l'union des opposants au régime de Pinochet lors du plébiscite de 1988, elle réunit, entre autres, le centre historique chilien représenté par le Parti démocrate-chrétien (PDC) et les partis survivants de l'Unité populaire de Salvador Allende, dont le Parti socialiste (PS) et le Parti radical social-démocrate (PRSD). La Concertation a exclu le Parti communiste ; exclusion imposée par le PDC, qui fut aussi une des conditions du pacte entre la Concertation et les militaires pour le retour d'un gouvernement civil en 1990.

En face, la droite politique, gardienne du modèle et de l'héritage de Pinochet, est réunie dans l'Alliance pour le Chili, composée de l'Union démocrate indépendante (UDI) et de la Rénovation nationale (RN). Elle fait office d'opposition éternelle, favorisée par le système électoral. En coulisse, opère le pouvoir institutionnalisé des militaires, des groupes économiques et des partisans de l'ancien dictateur décédé en 2006. C'est un bloc d'opposition efficace contre les changements souhaités par les gouvernements démocrates chrétiens de Patricio Aylwin (1990-1995) et d'Eduardo Frei (1995-2000), ainsi que par les socialistes Ricardo Lagos (2000-2005) et Michèle Bachelet, actuelle présidente, dont le mandat s'achève en mars 2010.

Les élections municipales du 26 octobre, qui devaient donner le ton à la campagne présidentielle de décembre 2009, n'ont pas donné les résultats escomptés. Pour la première fois, la Concertation s'est présentée en deux listes séparées dont la somme a fait 45 % du vote. Le pacte d'omission entre la Concertation et le Juntos Podemos Más, une coalition de gauche qui regroupe entre autres les communistes et les humanistes, a permis l'élection de certains candidats de gauche. Par contre, pour les élections des maires, la droite a gagné la mairie des plus importantes villes, dont Santiago et Valparaíso. Fait symbolique, la fille de Pinochet s'est fait élire à la municipalité de Vitacura. Près de la moitié de l'électorat ne participe pas aux élections ou rejette le processus électoral. Les aménagements introduits à la constitution de Pinochet, en 1989 et en 2005, sont insuffisants et les partis politiques, de plus en plus coupés des gens, sont motivés par le clientélisme. Le système politique vit une crise de légitimité semblable à celle vécue par d'autres pays latino-américains. Le pari du pragmatisme vieillit mal.

Néolibéralisme modernisateur en perte de légitimité

Le bilan de 18 années de la gauche sociale-démocrate au Chili est mitigé. Certainement, le gouvernement de la Concertation a réussi le pari de la stabilité, résultante du pragmatisme et de la modernité. Mais il n'a pas réussi à affranchir la politique chilienne de l'héritage de Pinochet, à formuler un projet de justice sociale moderne et proprement latino-américain qui dépasse le néolibéralisme. L'abandon d'un projet de développement national le place à contre-courant du reste de la région.

Économiquement, les taux de croissance annuels de 8 à 10 % des années 1990 se sont transformés en taux de 5 % depuis 2004. Après vingt ans de croissance, le modèle économique néolibéral axé sur les exportations et l'ouverture sur le marché mondial s'épuise. L'augmentation de la production traditionnelle du cuivre, aux mains de

multinationales, a ramené encore une fois le Chili à sa caractéristique traditionnelle d'économie enclavée. La diversification des exportations n'a pas eu lieu. L'ouverture de l'économie chilienne s'est traduite par l'augmentation de la propriété étrangère et l'exportation de capitaux. L'exploitation intensive de ressources naturelles a créé des problèmes environnementaux graves et a permis des projets comme la mine Pascua Lama par la minière canadienne Barrick Gold. Le Chili en 2008 est une île néolibérale qui est isolée des processus d'intégration latino-américains.

Le Chili est l'un des pays les plus inégalitaires de la planète, le 12e au monde selon l'ONU. La répartition de la richesse est plus déséquilibrée que dans les années soixante. La privatisation des services de santé et de l'éducation est une réalité au Chili. Les 190 millions de dollars d'épargne des régimes de retraite sont gérés par des compagnies privées. Les gouvernements de la Concertation ont introduit des changements élargissant les services de santé, d'éducation et des régimes de retraite, mais sans transformer la logique néolibérale.

Le tout privé renforce l'individualisme encourageant la concurrence et l'égoïsme social. De plus, l'impunité règne avec l'incapacité de la justice à poursuivre les responsables des violations des droits humains pendant la dictature militaire. L'insuffisante démocratisation de l'appareil étatique s'est traduite par la répression contre le peuple autochtone mapuche, dans le sud du pays, suivant les intérêts des compagnies papetières. Les militants mapuches sont jugés selon la loi antiterroriste héritée de Pinochet. Une situation dénoncée par Amnistie internationale et par le rapporteur sur les droits humains de l'ONU. Le pari de l'humanisation du néolibéralisme par la gauche sociale-démocrate connaît des ratés.

La gauche a-t-elle encore un avenir ?

Dix-huit années après le retour de la démocratie au Chili, la gauche chilienne ne s'est pas encore reconstruite. Le terrorisme d'État de Pinochet et la crise idéologique résultant de la chute du « socialisme réel » l'ont désarticulée, pendant qu'en Amérique latine sont proposées de nouvelles alternatives « socialistes » et humanistes.

Les gouvernements de la Concertation ont promu le néolibéralisme, malgré deux présidents socialistes. L'élection au parlement de représentants de la gauche qui n'appartiendrait pas à la Concertation est possible, comme une recomposition de l'alliance traditionnelle du 20e siècle entre socialiste et communiste. Cependant, l'effritement du vote par l'usure du pouvoir et la peur d'une possible victoire de la droite aux présidentielles de 2009 peuvent favoriser la candidature de l'ancien président démocrate-chrétien Eduardo Frei, et cimenter encore une fois l'alliance démocrate-chrétienne dans la coalition de gouvernement.

Au-delà de cette gauche sociale-démocrate pragmatique existent des initiatives de partis, de mouvements et de groupes de gauche fragmentés ayant des visions partielles. Ces projets donnent peu de résultats.

L'émergence d'une nouvelle gauche est possible, mais les alternatives extérieures au système de partis officiels sont quasiment inexistantes. L'effet principal de la gauche au pouvoir a été de mettre en veilleuse les débats traditionnels de la gauche chilienne et le développement de nouveaux partis. Dans ce cadre, le pari de la gauche chilienne en 1989, de récupérer la démocratie dans le carcan imposé par les militaires, s'est avéré un échec, ou bien une possibilité sans cesse reportée. L'histoire du Chili montre que souvent le déblocage de la gauche peut provenir de l'extérieur. Les effets de la crise économique et les débats de la gauche latino-américaine ouvrent des possibilités intéressantes aux secteurs progressistes chiliens.

* L'auteur est politologue.